



Cathédrale catholique de Timisoara, le Dôme. E. Bioteau

Emmanuel Bioteau, Nicolae Popa

PLURICONFESSIONNALITÉ ET RECOMPOSITIONS URBAINES

L'OUEST ROUMAIN : TIMISOARA, ARAD ET SATU MARE

Les villes roumaines connaissent, durant la seconde moitié du xx^e siècle, un développement accéléré, assorti de tentatives d'élimination de nombre de marquages culturels. Ceci se traduit, en périphéries du moins, par l'absence de repères urbains, tant historiques que fonctionnels. Annihilant les politiques antérieures, la Révolution de 1989 a permis de nouveau aux villes de se doter de représentants élus. Elles redécouvrent de surcroît les règles de concurrence, interne et externe.

Territoire de contact entre empires et civilisations¹, la Roumanie est riche d'une forte diversité nationale et confessionnelle. Des groupes se distinguent sur des critères culturels et linguistiques, arguant de leurs singularités dans le champ politique². Une projection similaire s'appuyant sur les appartenances religieuses est rendue impossible à l'échelon national, les autorités ecclésiastiques se démarquant de l'action politique. La Constitution de 1992 ne reconnaît aucun lien entre l'État roumain et les Églises présentes sur son territoire. Dès lors, les Églises agissent, voire interagissent, à l'échelon local, dans les villages et les quartiers. Rendue nécessaire après les années de contrainte communiste, leur rénovation accompagne celle de l'urbain. Dans des espaces soumis à de telles pressions, la permanence de plusieurs confessions pose question quant à leur influence, potentielle et réelle.

Des mouvements de réflexion ou d'entraide, des groupes de dialogue œcuménique, voient le jour. Identifiable au travers de projets développés, ce jeu d'acteurs se traduit-il par des choix de regroupements interconfessionnels ? De quels mécanismes de régulation, institutionnels ou informels, relève-t-il ?

Caractérisées par une interpénétration forte de populations aux origines et aux confessions variées, les villes de l'Ouest roumain sont au cœur de cette réflexion. Comme ailleurs, elles doivent recomposer leurs structures, se réorganiser. Leurs habitants ne se reconnaissent pas dans des quartiers trop vastes (et sans âme) qu'il leur faut se réapproprier. Nombreuses, presque omniprésentes, les institutions religieuses sont-elles en mesure de répondre à ces besoins ?

Quelles que soient les mesures adoptées, chacune des Églises en place se doit de trouver un équilibre entre ses propres prérogatives, les attentes des croyants et les besoins de municipalités par définition laïques.

Contraintes du xx^e siècle

L'acte fondateur du xx^e siècle, le « siècle tourmenté » (Durandin, 2000), réside pour la Roumanie dans le rattachement de la Transylvanie³ au territoire étatique, suite au règlement de la Première guerre mondiale. L'orthodoxie domine toujours dans le nouvel ensemble. Mais elle doit composer avec le catholicisme et les confessions issues de la Réforme, fortement ancrés dans l'Ouest. Églises essentiellement associées aux Hongrois et aux Allemands, ces dernières disposent jusqu'alors en exclusivité du droit d'implantation en villes⁴. Les populations d'autres confessions, car issues d'autres souches nationales, sont cantonnées aux quartiers péricentraux. Bucarest entend abolir ces privilèges nés d'un système de répartition mis en place par les Habsbourg, puis prolongé sous la double monarchie austro-hongroise. Mais les autorités ont pour cela besoin de symboles forts.

1. Trois provinces historiques composent la Roumanie : Moldavie, Valachie-Munténie et Transylvanie. Chacune relève d'une histoire et d'une formation différentes, entre empires Ottoman, Russe et Austro-Hongrois.

2. Ainsi les Magyars de Roumanie se dotent dès 1990 d'un organe politique : l'Union Démocratique des Magyars de Roumanie. Il s'en suivra des partis similaires des Allemands, des Tchèques et Slovaques, des Serbes, etc.

3. Transylvanie élargie au Banat et à une partie de la plaine pannonienne (Crisana et Maramures).

4. Quelques exceptions avaient été tolérées, telle la construction de la cathédrale orthodoxe serbe et d'une église orthodoxe roumaine dans le centre de Timisoara, ou l'installation d'orthodoxes grecs à Brasov, villes réputées pour leur ouverture.

Tableau 1
Évolution numérique des principales confessions dans les villes roumaines de Arad, Oradea, Satu Mare et Timisoara

Confessions	1930	1992	2002
ARAD	77181	190114	172824
Orthodoxes	26066	136403	125617
Catholiques	29695	27838	20926
Greco-catholiques	3081	2121	1789
Pentecôtistes	–	5449	7550
Baptistes	505	7487	7806
Luthériens	2033	883	524
Réformés	7661	721	5375
Adventistes	68	663	799
Mosaïques (Juifs)	7801	322	180
Autres	271	1732	2258
ORADEA	82687	220848	206527
Orthodoxes	14394	123161	121725
Catholiques	18132	29723	23258
Greco-catholiques	8161	7605	6982
Réformés	20394	43878	33349
Baptistes	458	6799	7290
Pentecôtistes	–	7964	9630
Mosaïques (Juifs)	19838	295	174
Luthériens	995	?	288
Autres	315	1952	3731
SATU MARE	51495	131987	115630
Orthodoxes	1767	59611	56028
Catholiques	7919	27211	23044
Greco-catholiques	15921	13653	9785
Réformés	13983	27765	22445
Mosaïques (Juifs)	11533	62	38
Baptistes	31	?	578
Adventistes	10	?	359
Pentecotistes	–	?	1625
Autres	331	3685	1728
TIMISOARA	91580	334115	317651
Orthodoxes	24307	264176	255955
Catholiques	48136	41513	31832
Greco-catholiques	2056	4871	4191
Réformés	4690	8254	6194
Mosaïques (Juifs)	9368	563	358
Baptistes	193	4178	4780
Adventistes	42	427	684
Pentecôtistes	–	6223	8408
Musulmans	?	?	949
Luthériens	2279	?	337
Autres	509	3910	5600

Le recensement de 1966 ne comprend pas d'indicateurs confessionnels. (La ville d'Oradea est ajoutée dans un souci de comparaison : elle est par sa population la seconde ville de l'Ouest roumain). (Sources : Recensements de la population et de l'habitat en Roumanie, 1930, 1992, 2002) Nicolae Popa, Universitatea de Vest din Timisoara, 2003.

La Constitution du 28 mars 1923 considère l'Église orthodoxe roumaine comme étant « l'Église de la majorité des Roumains et donc l'Église dominante dans l'État roumain » (Durandin, 1995). Par son assise spatiale, elle se doit de figurer la présence de l'État ; ce qui ne va pas sans susciter d'importants débats iden-

titaires. La forte augmentation du nombre de ses fidèles dans les faubourgs, et surtout, en campagne, accentue les déséquilibres face aux autres confessions. Ainsi, majoritaire en Transylvanie mais quasi absente des centres-villes, elle peut légitimement revendiquer de nouveaux droits. L'une des premières expressions de l'unification fut donc la construction de cathédrales orthodoxes au cœur des villes transylvaines. Des églises sont construites en d'autres quartiers jusque-là fermés et réservés aux seuls catholiques et protestants, aux juifs parfois.

Le peuplement des quartiers urbains permet rapidement une mixité confessionnelle associant l'orthodoxie aux autres confessions. Seuls les anciens faubourgs conservent leurs profils antérieurs ; ils sont exclusivement orthodoxes. Ce qui s'apparente à un



Église orthodoxe, Resita.

processus d'appropriation affecte profondément les centres-villes dans la mesure où, justement, il ne peut les atteindre. Densément construits et consacrés aux affaires commerciales ces quartiers ne proposent aucun emplacement vacant.

Les cathédrales, que l'on veut les plus centrales possibles, ne peuvent donc être construites qu'à l'entour des cités. Durant le xx^e siècle, ces édifices influencent un déplacement des activités commerciales, culturelles ou administratives, depuis le centre originel en leur direction et autour d'elles. Au final, les activités centrales occupent des espaces compris entre cathédrale catholique et cathédrale orthodoxe (Cluj) ou délaissent l'ancien centre au profit d'un nouveau pôle investi par l'édifice orthodoxe (Timisoara). Quelques cas infirment ces conclusions ; ils sont pour la plupart l'illustration de décisions prises en période communiste.

L'idéal d'un Homme nouveau

Abolissant tout lien entre institutions d'Églises et pouvoir politique, le communisme roumain est fidèle à sa doctrine. Quelques bâtiments sont confisqués mais des lieux de culte subsistent. Ils sont toujours identifiables au travers des paysages urbains. Comme

ils symbolisent un certain passéisme aux yeux de nombreux dirigeants, leur présence dérange.

Engagée durant la décennie 1960, l'industrialisation à marche forcée de la Roumanie se traduit par un fort développement des aires urbaines. Elle imprime aux périphéries des villes leurs nouveaux aspects : longs corridors d'immeubles de logements collectifs, parcs et domaines d'industrie lourde. Les quelques églises et monastères fixés dans ces espaces disparaissent parmi les constructions nouvelles. La volonté de les dissimuler au même titre que toutes traces d'histoire ancienne incite les planificateurs à les enchâsser dans les arrières-cours et les ruelles. Le passant se doit d'être averti pour distinguer une église dans l'interstice séparant deux immeubles ; le plus souvent la hauteur de ces derniers suffit à gommer jusqu'aux clochers. L'ethnologue Jean Cuisenier relève à propos de la capitale Bucarest que « l'église et le palais patriarcal, qui régissaient par leurs formes et leurs dimensions le quartier environnant, étaient régis désormais par les immeubles qui les entourent, élevés aussi haut que ces lieux de souveraineté et de culte, mais plus étendus qu'eux cent fois, deux cent fois peut-être », (Cuisenier, 2000).

Cette politique volontariste d'effacement systématique des repères confessionnels s'applique aux quartiers neufs comme aux rénovations – parfois gigantesques à l'image de la reconstruction du Bucarest ancien⁵. Elle relève de la volonté de refonder la société roumaine autour de l'idéal politique de faire du citoyen roumain un « Homme nouveau », détaché de toutes références culturelles. Cet objectif avant tout idéologique devient peu à peu l'élément pivot des planifications décidées par le gouvernement, engageant une rupture nette entre la population et ses dirigeants.

L'image du couple Ceausescu stigmatise ce rejet. C'est lui qui décide de la construction du Palais du Peuple sur les fondements d'anciens monastères et du vieux Bucarest. Auparavant, des centres-villes avaient été entièrement rénovés, brisant ou escamotant les centres historiques. Satu Mare, ville à composante hongroise dominante jusqu'à ces dernières années, est ainsi dotée d'un imposant centre moderne. Celui-ci s'organise autour d'une préfecture dont les étages supérieurs se dressent au-dessus des plus hauts clochers de la ville : trois cathédrales disposées le long d'un même axe. Polarissant auparavant la ville, cet axe et ces édifices religieux sont enserrés dans un prolongement peu actif du « Nouveau centre ».

L'une des finalités du projet des dirigeants roumains était de transformer de la sorte l'ensemble des aires urbaines. La Révolution de 1989 stoppe le processus, abandonnant parfois brutalement certains chantiers. Les citoyens recouvrent leurs droits. La question des édifices religieux doit bientôt être réglée.

Tableau 2
Évolution numérique des principaux groupes ethniques dans les villes roumaines de Arad, Oradea, Satu Mare et Timisoara

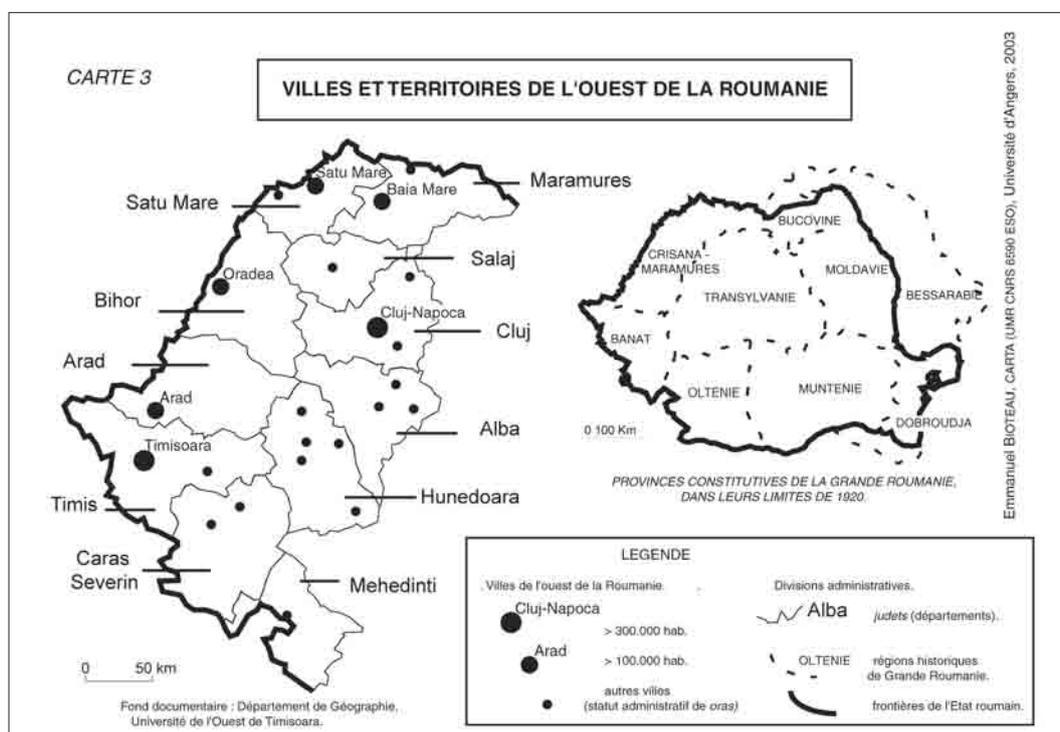
Ethnies	1930	1966	1992	2002
ARAD	77181	126000	190114	172824
Roumains	30370	80368	151438	142804
Hongrois	29978	31343	29797	22477
Allemands	6130	10008	4126	2274
Tsiganes	448	65	2138	3013
Serbes	1323	1162	888	602
Slovaques	1094	442	605	456
Bulgares	127	256	361	268
Juifs	7057	1752	325	178
Italiens	?	?	?	183
Autres	654	604	436	569
ORADEA	82687	122534	220848	206527
Roumains	22412	56434	143212	145295
Hongrois	42630	62955	73272	56830
Tsiganes	571	47	2217	2466
Allemands	927	518	957	556
Slovaques	228	178	542	477
Juifs	14762	1463	297	172
Ukrainiens	414	24	46	76
Italiens	?	?	?	108
Autres	743	913	305	547
SATU MARE	51495	68246	131987	115630
Roumains	16251	31696	72708	66998
Hongrois	21916	34490	54013	45414
Allemands	939	540	3684	1599
Tsiganes	642	804	1126	1086
Ukrainiens	488	149	312	273
Juifs	10693	466	62	3
Slovaques	65	11	19	45
Autres	501	90	53	198
TIMISOARA	91580	174243	334115	317651
Roumains	24217	109100	274438	270528
Hongrois	27652	31016	31733	25135
Allemands	27807	25058	13088	7165
Serbes	2156	4188	7748	6271
Tsiganes	337	120	2668	3114
Bulgares	257	475	1314	1224
Ukrainiens	53	71	748	813
Slovaques	597	490	675	580
Juifs	7171	2590	549	376
Italiens	?	?	? 199	
Autres	1333	1135	1154	2255

(Sources : Recensements de la population et de l'habitat en Roumanie, 1930, 1966, 1992, 2002)

1989 : un tournant dans la continuité

La croyance étant avant tout relative à la conscience individuelle, l'État socialiste n'avait pas pu s'opposer au maintien des Églises (Popa, 2003). À l'échelle des

5. Faisant suite aux destructions attribuées au tremblement de terre de l'année 1977.



quartiers comme dans les villages, les églises sont restées ouvertes durant la période communiste – bien qu’afficher son appartenance religieuse constitue un frein à toute promotion professionnelle⁶. Contrôlées, les institutions religieuses se devaient de faire allégeance au pouvoir en place⁷. L’après-Révolution ne traduit qu’un réinvestissement dans les affaires sociales. En somme, les Églises n’avaient jamais cessé d’être une composante essentielle de la société, malgré leur effacement. La Révolution ne les renforce pas ; elle confirme seulement l’influence que ces dernières exercent, ou sont susceptibles d’exercer, dans la société. Les hommes actifs peuvent sans risque paraître dans les lieux de culte. Les fêtes religieuses sont de nouveau autorisées.

Les Églises ne sont pas interdites. L’Église uniata⁸, fondue de force dans l’Église orthodoxe roumaine en 1948, fait exception – elle se maintiendra clandestinement sous le communisme et réapparaîtra dès Noël 1989. Bien que toléré, le judaïsme s’est amoindri au point de ne plus être significatif. Les vicissitudes de la Seconde guerre mondiale expliquent en partie ces difficultés, mais ne sont pas seules en cause. Sous la présidence de Nicolae Ceaucescu, un accord avec Israël permit d’assurer l’émigration de ressortissants juifs roumains moyennant un rachat des individus par les autorités de Jérusalem. Des villes telles Cluj (en Transylvanie) ou Iasi, (dans l’est du pays), qui comptaient une forte communauté juive, en ont été profondément affectées. Les logements ainsi vacants sont laissés à la disposition de populations provenant des campagnes alentours, de confession orthodoxe le plus souvent.

De nombreux lieux de culte sont inutilisés. Timisoara compte actuellement trois synagogues dont une seulement reste active ; divers projets sont soumis à la municipalité pour l’occupation des deux autres édifices : salle de concert, musée, etc.

Un système analogue fut développé avec la République Fédérale d’Allemagne. En certaines périodes d’ouverture, les populations de souche hongroise ont, elles aussi, eu la possibilité d’émigrer. Aux mêmes origines les mêmes conséquences : à l’amoindrissement du nombre des catholiques et des protestants (calvinistes ou luthériens) répondent des confiscations des bâtiments vacants. Les équilibres interconfessionnels sont rompus – dans les villes de l’Ouest notamment. Il faut les redéfinir. Mais la ville elle-même n’a-t-elle pas irrémédiablement changé ?

6. Un élément d’analyse rarement pris en compte réside dans la peur d’afficher son athéisme face aux risques d’une interprétation comme « sympathisant communiste », en milieu rural notamment. L’appartenance religieuse relevait d’une prise de position politique indirecte. Les auteurs ne peuvent toutefois que constater ces faits, relevés au cours de plusieurs discussions, informelles.

7. Leurs dirigeants nommés durant la seconde moitié du xx^e siècle sont, en 1989, parfois contestés mais rarement dénigrés.

8. Église uniata, ou gréco-catholique, ou encore catholique de rite orthodoxe. Née d’un schisme avec l’Église orthodoxe, cette Église reconnaît la primauté de la papauté mais conserve les règles orthodoxes. Elle est en partie née de la volonté des Habsbourg de faire de leur empire un prolongement du Saint-Empire romain germanique.

Le nouvel essor du religieux : une quête de visibilité ?

La paroisse et son lieu de culte composent un ensemble suffisamment cohérent pour éveiller un fort sentiment d'interdépendance – fait encore vérifiable (Bioteau, 2003). Les libertés individuelles recouvrées s'expriment avant tout au sein de ces *corpus fédérateurs*, si bien que les collectifs paroissiaux refondés ont longuement fait spéculer sur un retour du religieux. Ce renouvellement de la société roumaine par le religieux, entre autres, pose la question du rôle et de la place tenus par les divers groupes confessionnels dans les processus de reconstruction sociale. Notamment, dans quelles mesures Églises et paroisses participent-elles à la rénovation des territoires urbains ? Agréent-elles la redéfinition des quartiers ? Créent-elles de nouveaux assemblages territoriaux ?

Nouvelles territorialités et nouveaux profils dans l'Ouest

Le régime communiste s'était attaché à mêler les populations urbaines. Poursuivant l'idéal d'une société détachée de ses repères traditionnels, les politiques urbaines avaient en partie pour objectif la destruction des rapports aux quartiers. Dans toutes les villes, la nationalisation des logements et le contrôle par l'État du marché immobilier a rapidement modifié la structure sociale des centres et des quartiers les plus anciens. Les logements les plus prestigieux sont distribués aux cadres du régime. Les immeubles les plus anciens, aux appartements souvent vastes mais d'entretien difficile, sont fréquemment confiés à des familles nombreuses, auparavant confinées en périphéries. L'extension des aires urbaines doit officialiser l'égalité sociale *a priori* assumée par le travail : les logements collectifs de facture nouvelle étant à terme destinés à l'accueil de l'ensemble de la population.

Dans les villes pluriconfessionnelles de l'Ouest roumain, cette volonté s'accompagne de la nécessité pour le régime de détruire les solidarités nationales et confessionnelles induites par le découpage des quartiers. Engagé librement dès l'unification du pays, le processus d'interpénétration des populations fait l'objet de politiques concertées. Les habitants sont répartis en villes au plus près de leur lieu de travail. Pour amoindrir les flux, l'établissement de ruraux en milieu urbain fait l'objet de contrôles accrus ; cela limite un renouvellement des populations s'appuyant sur les campagnes proches. Poursuivant son idéal, et pour permettre le développement urbain, le régime opère des échanges d'ouvriers à l'échelle du pays. Souvent originaires de l'est et du sud de la Roumanie, les arrivants bouleversent les profils confessionnels des villes de l'Ouest : les orthodoxes sont grandement majoritaires. Mais cette évolution n'est pas imputable aux dirigeants de cette Église. Sans doute a-t-on accéléré

un processus à terme inéluctable. Au final, les villes de l'Ouest ont, en une quarantaine d'années, perdu leur caractère ségrégué.

La chute relative des confessions catholique et protestante est accentuée par la dispersion de leurs fidèles en ville. Une démographie stagnante limite fortement la construction de nouveaux édifices. Les territoires paroissiaux doivent être redéfinis. Ils l'ont été dès la fin des années 1960, suite au redécoupage territorial élargissant les communes. Les paroisses catholiques se sont notamment étendues des centres villes vers les quartiers périphériques nouvellement édifiés. Elles n'ont fait que suivre la logique d'une gestion laïque du territoire étatique. Auparavant asso-

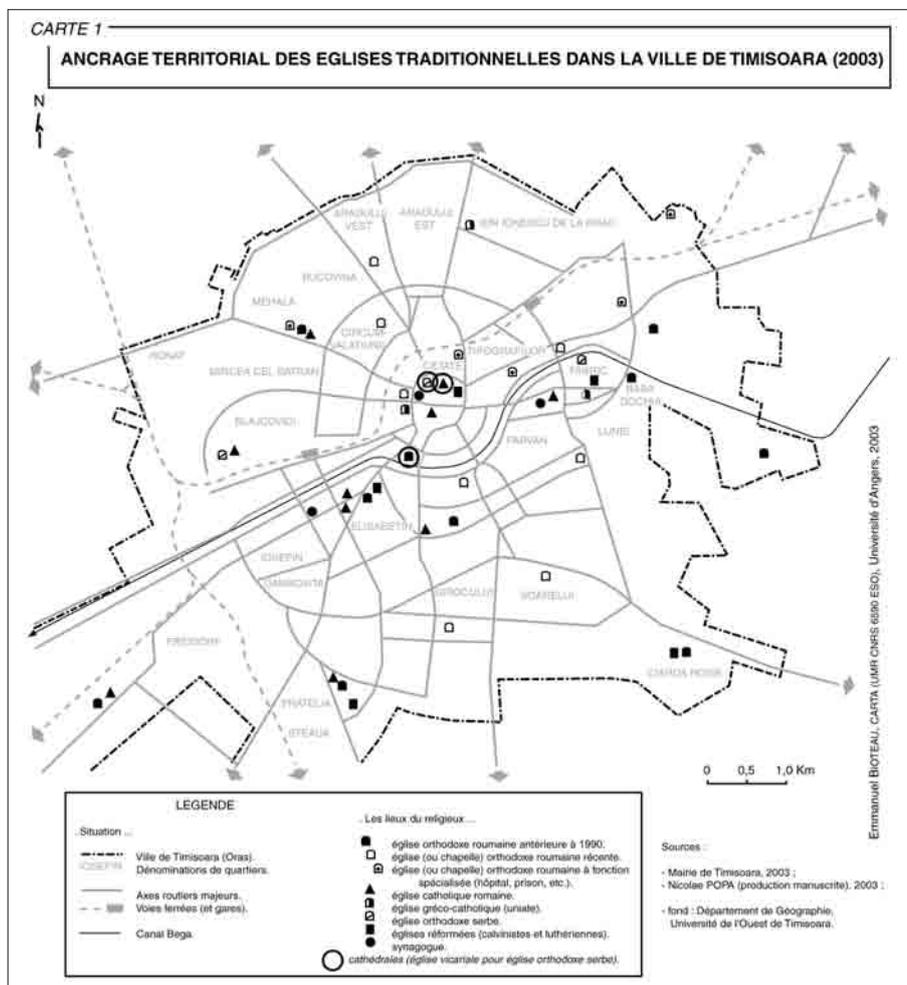


Cathédrale orthodoxe en construction, Arad.

ciées à quelques communes ou quartiers fermés, les paroisses catholiques doivent désormais s'articuler au sein d'un espace ouvert. Elles reprennent à quelques exceptions près le modèle communal. Mais fédérer l'ensemble des appartenants est rendu d'autant plus difficile que les églises et les presbytères sont excentrés.

L'Église orthodoxe connaît des difficultés similaires, accentuées par le déséquilibre marqué entre des lieux de culte en nombre stable et une démographie en forte croissance. Rapidement et densément construits, les quartiers périphériques sont le plus souvent dépourvus d'églises. Les besoins sont importants dans les années post-révolutionnaires. De plus, des églises uniates et quelques églises catholiques ou temples confiés par le régime déchu doivent être rendus. Des paroisses sont ainsi rapidement créées et dotées d'édifices religieux. L'Église autorise aussi des églises ou des chapelles sans territoire spécifique, doublant les lieux de culte en certains secteurs ou répondant à des demandes ponctuelles (étudiants, armée, hôpitaux, prisonniers).

De l'extérieur, la multitude de constructions surprend. Malgré le marasme des années qui ont suivi la Révolution, il est possible d'observer partout des chantiers d'églises, voire de cathédrales. L'Église s'adapte à ses nouveaux besoins, se rendant au plus



près de ses fidèles et répondant à une exigence croissante de visibilité.

Les nouveaux venus imposent leur image

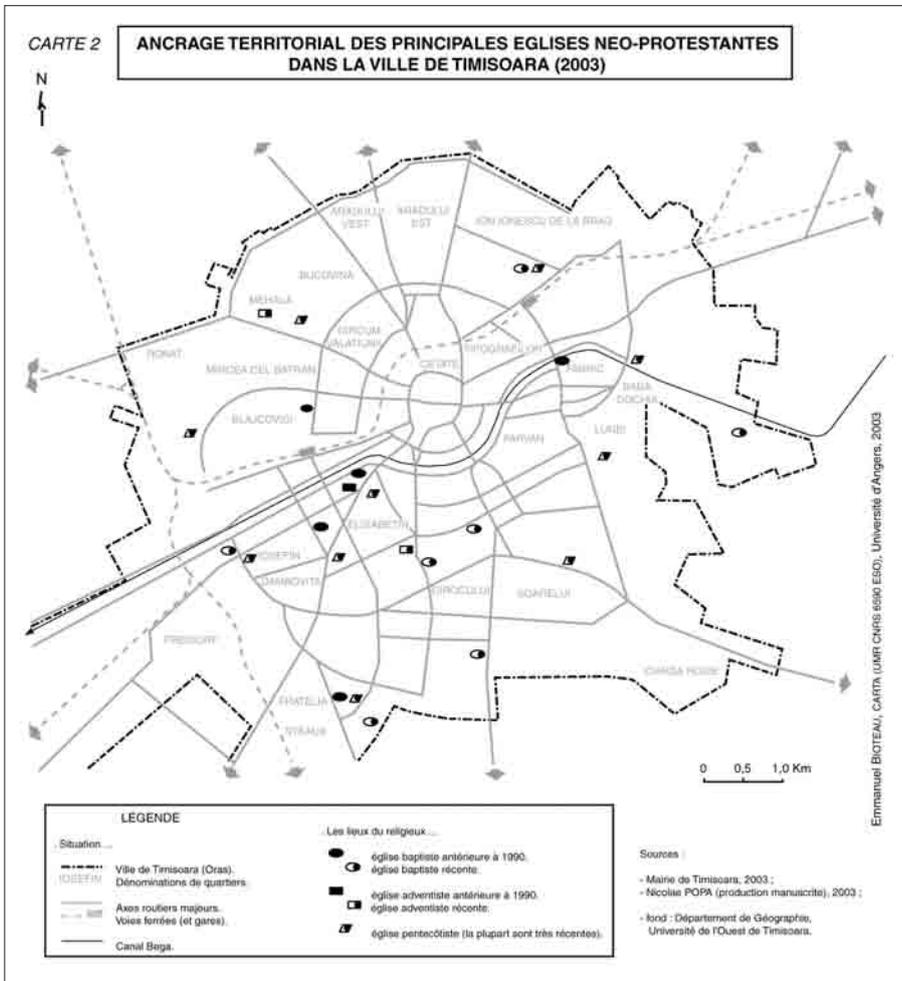
La multiplication des édifices, orthodoxes comme des nombreuses autres confessions, traduit une logique de concurrence. La marginalisation à laquelle étaient soumis les groupes confessionnels en Roumanie ne différait pas des politiques ayant cours dans l'ensemble des États communistes. Les Églises institutionnelles ne disposaient d'aucun financement et toute entreprise de leur part n'était que rarement autorisée. Ainsi, le grand nombre de cultes en présence, associé à l'absence de modernisation, fait que tous se doivent de renouveler leurs structures.

Les Églises dites néo-protestantes, souvent qualifiées de sectes, sont les plus actives en matière de construction. Les enjeux de visibilité auxquels répond cette dynamique sont en partie identiques à ceux relevés concernant d'autres institutions religieuses. Cependant, elles imposent une nouvelle image.

En raison du manque d'espace disponible dans les tissus urbains pour la construction de grands édifices,

face aux oppositions et aux pressions de la part des Églises anciennement établies (dites « Églises traditionnelles »), jamais les Églises néo-protestantes n'occupent physiquement le centre des villes. Réticentes à l'idée de voir ces nouveaux venus s'implanter au cœur des cités, les autorités en charge de l'urbanisme n'accordent leurs autorisations que pour des implantations périphériques ou péricentrales. Ces réactions, autant que le nombre des croyants, expliquent que la présence en villes du néo-protestantisme soit d'abord rendue visible par le caractère monumental des édifices religieux. Le gigantisme des lieux de culte, les emplacements choisis, au plus proche des grands axes de circulation et des quartiers densément peuplés, illustrent ce que certains dénoncent être du clientélisme. Les architectures épurées s'opposent d'autant plus aux édifices des Églises traditionnelles que ces dernières cherchent à les multiplier.

En fonction des convictions de chacun, les temples figurent des lieux que l'on contourne ou des objets de centralité. Il n'est en somme pas nécessaire de les placer aux centres des villes. Cela attiserait les rancœurs et ne sert pas l'institution ; car la présence réelle de ces



Églises s'exprime au travers de leurs tissus associatifs : au plus près des plus défavorisés, dans les immeubles et dans les rues. Des manifestations ponctuelles sont organisées autour de thématiques sociales par leurs associations caritatives. Ce dynamisme est essentiellement le fait d'une organisation spécifique, combinant une grande autonomie dans un système non hiérarchisé mais fortement soudé. À l'absence d'ordres répondent des interactions réticulaires (Popa, 2003). Cherchant à répondre aux besoins les plus urgents de la population, ces Églises innovent dans la mesure où elles prennent le relais, se veulent complémentaires de l'État et de son administration. Associées dans les esprits à des Églises américaines, car nées et financées aux États-Unis et dans le monde anglo-saxon, elles sont restées très isolées en période communiste. Hormis peut-être de 1964 à 1978⁹, elles n'ont pu maintenir leur activité que clandestinement. Il est certain que le retour des financements extérieurs durant la décennie 1990 et les possibilités d'échanges qui s'en suivent ont motivé une partie de la population à les rejoindre. Elles s'imposent dans l'espace urbain par leur organisation nodulaire, symbolisée par les temples.

L'occupation spatiale des villes s'accroît. La remise en cause du plan de ville historique est générale, sans pour autant susciter d'oppositions marquées. Les centres deviennent des espaces communs ; les périphéries sont mises en valeur. Dans certaines villes, à Arad en particulier, cette multiplication des référents religieux, en des espaces somme toute confinés, produit de nouvelles territorialités urbaines dont témoignent des constructions toujours plus marquantes.

Tentation du partout présent

En région de développement V (Ouest), regroupant les départements de Timis (Timisoara), Arad, Caras-Severin et Hunedoara, la pondération des individus déclarant appartenir à l'une des Églises néo-protestantes passe de 2,7 % de la population totale en 1992 à

9. Période d'ouverture du régime, suite à la nomination de Nicolae Ceausescu à la tête du Parti Communiste Roumain.

4,3 % en 2002¹⁰. Les Églises traditionnelles réagissent différemment face à cette évolution.

Catholiques, calvinistes et luthériens peuvent eux aussi s'appuyer sur des soutiens émanant de l'extérieur. Le support financier de l'Église romaine, les solidarités entre Églises protestantes permettent l'entretien des bâtiments et l'édification de nouveaux lieux de culte ou de rencontre. Des réseaux associatifs denses et actifs assoient la présence de ces Églises auprès des populations, dans les quartiers de villes notamment. Plus hiérarchisée, l'Église catholique impose un droit de regard institutionnel auprès des associations se réclamant d'elle. L'organisation des mouvements d'obédience catholique est calquée sur celle des paroisses et des diocèses, elle-même inspirée par le découpage des communes et des départements roumains ; l'identification spatiale en est facilitée. Les soutiens étrangers s'expriment par le biais de filiations associatives et d'échanges ponctuels. Ils sont rarement destinés à l'Église dans son ensemble. Des associations puissantes car autonomes accentuent leur visibilité. Leur vitalité reflète celle de l'Église institutionnelle. Il en va de même pour les cultes calviniste et luthérien. Leur développement ne les distingue pas formellement de dynamiques observables dans le néo-protestantisme. Cependant ils n'ont pas su constituer de réseaux aussi visibles.

Aucune hiérarchie religieuse ne peut aujourd'hui subsister en Roumanie sans en parallèle s'engager en société. Dans le cas contraire, les réactions internes seraient extrêmement virulentes en raison d'un fort danger de marginalisation. Ce sont pourtant les Églises les plus contestées au départ qui, les premières, ont ouvert cette voie. Les bénéfices qu'elles en ont retirés – reconnaissance sociale partielle et accroissement du nombre des fidèles – instaurent une concurrence certaine. Les Églises néo-protestantes communiquent en interne, publiant par exemple des listes d'entreprises dont les propriétaires se rattachent à un culte néo-protestant (Lucas, 2002). Elles assurent ainsi la pérennité de leurs actions et montent un réseau en partie autonome. Des parcours exclusifs émergent des territoires urbains.

Dirigeants catholiques et protestants, eux, refusent d'associer engagement confessionnel et milieux économiques. Leurs Églises se rattachent à des groupes de souches nationales non roumaines, dont le maintien n'est assuré que par la langue et, en partie, l'Église. Cette identité de groupe leur assure une visibilité politique : dans l'intérêt de la défense de leurs droits collectifs, Allemands et Hongrois essentiellement portent sur la scène publique des problèmes tels que ceux liés à l'enseignement des langues minoritaires – qui sous-tendent la restitution de collèges et de lycées autrefois gérés par les Églises mais aujourd'hui propriétés de l'État. Parallèlement, parce que ces Églises sont confrontées à des difficultés d'ordre démographique par le vieillissement des croyants, les lieux de culte

existants suffisent à leurs besoins. La visibilité des institutions religieuses est assurée par une implantation ancienne, en centres-villes et au cœur des quartiers. Historiquement, ces édifices hiérarchisaient les secteurs urbains. Ils représentent un patrimoine architectural essentiel des villes de l'Ouest, engendrant des coûts mais assurant par cela leur reconnaissance.

L'Église orthodoxe accentue elle aussi sa présence physique. Éléments constitutifs de la ville renouvelée, parce qu'au plus près des résidents, les églises doivent aussi permettre un rappel des croyants. Car ce sont essentiellement des baptisés orthodoxes qui se convertissent aux cultes néo-protestants. L'Église-mère orthodoxe ne peut se détacher d'une image d'Église refermée sur la Roumanie. De surcroît, une partie de ses dirigeants s'oppose à toute intervention sociale, créant de vives tensions internes et entre métropolies. L'institution privilégie son rôle spirituel. Elle reste l'Église de la majorité des Roumains, et par cela s'appuie sur son aura sociale pour faire entendre ses revendications à l'échelle nationale. Cependant dans l'Ouest pluriconfessionnel, elle doit composer avec la présence de nombreuses Églises et gérer des contraintes issues du communisme ou des difficultés actuelles.

Des partenariats difficiles à établir

À l'image de l'ensemble de la Roumanie, les quartiers des villes de l'Ouest sont peu ou mal définis. L'économie peine à redémarrer. De forts écarts de revenus opèrent une nouvelle distinction entre résidents. Dans les esprits, les populations de souche hongroise sont susceptibles de se rendre plus aisément en Hongrie, et d'ainsi profiter de certains avantages commerciaux. Fait vérifiable, les germanophones bénéficient de facilités d'embauche auprès de firmes allemandes récemment installées. Ces critères nationaux et linguistiques s'associent aux spécificités confessionnelles. Sous peine de nourrir diverses rancœurs, les décideurs publics doivent donc prendre en compte l'ensemble des mouvements confessionnels.

À l'échelle nationale, de fortes pressions sont exercées sur l'Église orthodoxe au sujet de la restitution des biens confisqués en période communiste. En Transylvanie, ces réactions se doublent d'un débat sur la question uniate. Cette Église est en cours de reformation et entend recouvrer la propriété de nombreux bâtiments confiés à l'Église orthodoxe. Mais ces derniers ont été entretenus à grands frais par les fidèles et sont souvent les seuls lieux de culte au sein d'un quartier. Les Églises minoritaires, quelques individualités au sein de l'Église orthodoxe et des municipalités de l'Ouest prennent position en faveur de la reconnais-

10. Données préliminaires du recensement du 18 mars 2002.

sance de l'Église uniate. Les difficultés au sujet de cette dernière sont partiellement résolues aujourd'hui avec la reconnaissance de sa légitimité par l'Église orthodoxe de Roumanie. Des litiges subsistent quant à quelques propriétés immobilières et foncières.

Mais les débats se sont apaisés en grande partie grâce à la constitution dans de nombreuses villes de l'Ouest de groupes de dialogue œcuménique. Cela a eu un effet fédérateur dans le cas de Timisoara, Arad ou encore Resita. Ces villes sont situées dans le Banat, région limitrophe de la Transylvanie, se singularisant par son caractère multiconfessionnel. Là, les pouvoirs publics tentent de s'appuyer sur des Églises associées pour assumer conjointement les recompositions urbaines.

Timisoara, ville centre de la région, est réputée pour le bon état des relations entre ses groupes ethnolinguistiques et confessionnels. Elle met en avant ces critères d'exception au profit d'une image d'ouverture et de respect devant servir son économie. Le métropolite orthodoxe de la ville¹¹, s.e. Nicolae Corneanu, avec l'appui des pouvoirs publics et servi par la volonté des Églises catholique et protestantes, a très tôt pu mettre en place une réflexion commune. L'objectif de départ résidait dans le règlement de quelques litiges fonciers et la question uniate. Bien que porté par quelques individualités, ce dialogue non institutionnel s'est maintenu dans le temps. Il permet entre autres d'assurer une bonne cohésion entre opérations publiques et actions d'associations confessionnelles. Des coopérations s'opèrent autour de festivals ou dans des objectifs caritatifs. Un rejet subi et voulu par certaines Églises néo-protestantes limite la portée de ce dialogue. Les oppositions naissantes stimulent les concurrences spatiales. La municipalité est confrontée au dilemme d'un nécessaire dialogue avec les Églises traditionnelles, groupées, et de la prise en compte de ces nouvelles forces intra-urbaines. Des élites émergent des nouveaux territoires induits par le néo-protestantisme.

À Arad, le maire actuel et l'un de ses prédécesseurs sont membres d'Églises néo-protestantes et anciens dirigeants de fondation ou association affiliées à ces Églises. L'emplacement privilégié et le volume de certains temples dans cette ville démontrent l'autorité acquise. Ce phénomène tend à se généraliser à l'ensemble des Églises entretenant des rapports de minorité face à la majorité orthodoxe. Dans la plupart des villes de l'Ouest, la présence d'une école en langue minoritaire devient le facteur premier du choix de résidence de certains groupes – Hongrois et Allemands notamment, Serbes aussi¹². Au phénomène de concentration linguistique se surimpose une concentration associative et confessionnelle.

A *contrario*, la mixité confessionnelle (et linguistique) de certaines villes se traduit par une égale proportion de catholiques, ou de réformés, et d'orthodoxes

dans la population urbaine. La ville de Satu Mare illustre une condition que beaucoup de villes de l'Ouest roumain doivent affronter. Là s'opposent, de manières virulentes parfois, deux modes de pensée pour une même ville. S'associant aux divisions linguistiques et culturelles, s'exprimant par des positionnements politiques différenciés, catholicisme et protestantisme d'une part, orthodoxie d'autre part, composent deux ensembles fermés. Les choix de logement réactivent un découpage de la ville en quartiers identitaires. Cette dualité s'exprime au travers de débats quant à l'Église uniate. Acceptée, elle ne peut toutefois recouvrer la propriété de son ancienne cathédrale, située à quelques mètres de la cathédrale orthodoxe et rénovée par ses paroissiens actuels, orthodoxes eux aussi. Une rupture s'opère à ce sujet dans l'Église orthodoxe elle-même. Des ajustements sont donc nécessaires mais le champ politique ne peut leur offrir les réponses attendues : les partis pris sont trop marqués.

Par son orchestration et ses symboles, la Révolution stigmatise les difficultés passées et à venir de la Roumanie. Rapidement menée, elle n'a pas su répondre à tous les questionnements de la population, entre autres ceux se rapportant aux rouages du régime déchu. Mais l'évocation du communisme seul n'éclaire pas les embarras actuels. Sans doute pour cela faut-il se référer à l'ensemble du xx^e siècle. Certainement faut-il aussi prendre en compte les difficultés de l'État. Se voulant unitaire (Constitution), en-dehors des aspects juridiques, l'État roumain ne prendra position en faveur d'aucune des institutions religieuses en présence. S'il le fait, il prend le risque de se soumettre à des réactions virulentes. L'avis positif des dirigeants gouvernementaux pour la construction d'une très grande cathédrale orthodoxe à Bucarest, sur un domaine de propriété publique et fortement symbolique, suscite un tollé auprès des dirigeants politiques des autres régions. Pourtant, aucun responsable religieux ne s'est exprimé négativement à ce sujet.

Les villes roumaines redécouvrent une dynamique de concurrence. La réussite économique et ses symboles priment ; ce que traduit le foisonnement de tours aux profils futuristes dans les paysages urbains. Arad et Timisoara s'affrontent pour l'emploi et l'obtention d'infrastructures. La réussite de certaines églises néo-protestantes explique les résultats électoraux dans l'une, les rejets observés dans l'autre. Les villes, de l'Ouest comme de l'ensemble du pays, doivent recomposer des équilibres internes défaits par le communisme. Au

11. En fait, il est métropolite de la Métropole du Banat, dont le territoire recouvre les diocèses des *judets* (départements) d'Arad, Caras-Severin, Timis et Hunedoara.

12. Les populations de souche serbe sont elles aussi liées par la langue et des références historiques communes. Une Église leur est associée : l'Église orthodoxe autocéphale serbe.

plus proche des individus, les Églises sont, par leurs paroisses, les meilleurs soutiens possibles des municipalités ; surtout lorsque l'action politique est désavouée aux yeux d'une population lassée. Mais, en proie à leurs propres concurrences, les Églises seront-elles en mesure d'apporter des réponses face à de tels enjeux ? La désaffection religieuse croissante d'une partie de la population, des plus jeunes entre autres, risque d'accroître ces dynamiques d'oppositions spatiales. Malgré tout peu habituées à travailler de concert avec les institutions religieuses, les municipalités peuvent s'en

détourner. L'espace urbain resterait alors un ensemble ouvert aux concurrences confessionnelles, sans autres interventions publiques que le règlement d'éventuelles situations conflictuelles. La préservation patrimoniale sensibilise. Mais elle engendre des coûts peu supportables pour un État sans ressources et des municipalités débordées. Sans régulations, les plus riches, les plus visibles, s'imposeront sans aucun doute.

Emmanuel Bioteau
Nicolae Popa

RÉFÉRENCES

- Bioteau E., (2003), « Des Églises "passerelles" en domaine frontalier : Églises catholique et réformée de l'Ouest roumain », *Géographies et cultures*.
- Bioteau E., Delépine S., Sudit B., (2003), « Ségrégations et appropriations de l'espace dans les villes roumaines. Études de cas », *Travaux du Carta 2003*, Angers.
- Cretan R., Ilies A., (2000), « The Germans from Banat and southern Crisana », *Revista român de geografie politic, Anul II*, n° 1, Université d'Oradea, pp. 15-36.
- Cuisenier J., (2000), *Mémoire des Carpathes, La Roumanie millénaire : un regard intérieur*, Paris, Plon, coll. Terre Humaine.
- Durandin C., (1995), *Histoire des Roumains*, Paris, Fayard.
- Durandin C., (2000), *Roumanie. Un piège ?*, Saint-Claude-Diray, Éditions Hesse.
- Lucas Y., (2002), *Églises et territoires. Mouvements des Églises roumaines et initiatives pour le développement dans le Banat roumain*, mémoire de DEA « Régulations sociales », option géographie, Université d'Angers.
- Popa N., (1996), « Structuri si mentalitati religioase în spatiul confesional actual al României [Structures et mentalités religieuses dans l'espace confessionnel actuel de la Roumanie] », *Analele Universitatii de Vest din Timisoara, seria Geografie*, vol. VI, pp. 91-108.
- Popa N., (1999), « Églises et religiosité en Roumanie », in Bertrand J.-R., Muller C. (dir.), *Religions et territoires*, Paris, L'Harmattan, coll. Géographie Sociale.
- Popa N., (2003), « L'implication sociale de l'Église, entre tradition et renouveau. Repères roumains », non publié.
- Rapport *Religion et changements en Europe centrale et orientale*, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, 27 mars 2002, Commission de la culture, de la science et de l'éducation ; rapporteur M. Mihai Baciu, Roumanie, groupe socialiste.
- Rey V. et al., (2000), *Atlas de la Roumanie*, Paris, La Documentation Française.

Emmanuel Bioteau est doctorant en géographie à l'université d'Angers et membre du laboratoire Carta (UMR CNRS 6590 ESO). Il est l'auteur de nombreux articles et communications sur les réseaux urbains et la structure spatiale des pratiques religieuses en Roumanie.

< ebioteau@yahoo.fr >

Nicolae Popa, professeur de géographie à l'Université Ouest de Timisoara, est l'auteur de nombreux ouvrages et articles sur le développement urbain roumain, les relations transfrontalières, les structures religieuses.